



Discours de la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider

**A l'occasion de la 69^e session de la Commission de
la condition de la femme**

**Table ronde ministérielle : « Renouveler
l'engagement de mettre en œuvre le
Programme d'action de Beijing, mobiliser les
ressources à cet effet et accélérer cette
mise en œuvre, en vue également de contribuer à la
réalisation des objectifs de
développement durable »**

Embargo:

**Seules les paroles prononcées
font foi**

Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Chers panelistes,

Trente ans après la Déclaration historique de Beijing, les femmes et les filles demeurent victimes de discriminations. C'est pourquoi nous avons l'obligation morale et le devoir politique d'accélérer nos efforts.

Pour inscrire cette dynamique dans la durée, la Suisse a adopté sa **première Stratégie nationale pour l'égalité de genre**. Elle implique tous les niveaux de l'Etat : Confédération, cantons et communes.

Pour lutter **contre la violence à l'égard des femmes et des filles**, nous travaillons à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, en réunissant, là aussi, tous les niveaux institutionnels ainsi que la société civile. Une campagne nationale de prévention est en cours sur ce thème.

Concernant nos mécanismes institutionnels, je me suis personnellement engagée pour qu'une femme et un homme dirigent ensemble notre institution fédérale chargée de l'égalité de genre. Car oui, l'égalité est un projet de société qui nous engage toutes et tous et qui profite à l'ensemble de la société. C'est un symbole fort pour affirmer que les hommes doivent être des alliés actifs, non seulement parce qu'ils occupent encore aujourd'hui la majorité des postes de pouvoir et de décision, mais aussi parce que la lutte contre les stéréotypes de genre leur bénéficie directement.

Il ne s'agit pas seulement d'inclure les hommes dans la conversation, mais de leur donner un rôle clair et actif pour déconstruire les inégalités et être moteurs du changement.

C'est pourquoi garantir une gouvernance paritaire au sein de nos institutions n'est pas un simple symbole, mais un levier essentiel pour construire des politiques plus justes, plus efficaces et véritablement représentatives des besoins de toute la société.

Je souhaiterais encore mentionner les mesures suivantes :

- Chaque année, la Suisse octroie des **aides financières à hauteur de 7,5 millions de francs** pour soutenir des projets concrets issus de la société civile visant à promouvoir l'égalité de genre.
- La Suisse s'est fixée comme objectif d'atteindre **40 pour cent de femmes dans les directions** des entreprises parapubliques, d'ici 2027.
- Enfin, nous poursuivons notre action en faveur du **droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale**, avec la conviction que c'est un élément déterminant pour l'autonomie économique des femmes. Nous bénéficions ici d'un dispositif fondé sur un article de notre Constitution, une loi ad hoc, une Charte pour l'égalité salariale pour le secteur public ainsi qu'un outil d'analyse et de contrôle des salaires, Logib, qui a fait ses preuves.

L'égalité des genres est aussi un pilier majeur de notre **politique extérieure**. En 2024, la part totale des ressources financières engagées par la Suisse pour des projets

contribuant à l'égalité des genres était de **84 pourcents**. Nous avons activement promu l'agenda *Femmes, paix et sécurité* dans le cadre de notre mandat au Conseil de sécurité. Cet engagement se reflète aussi au niveau national à travers la mise en œuvre du Plan d'action pour la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU.

La Suisse est convaincue que l'égalité de genre n'est pas seulement un objectif à atteindre, mais un **moteur indispensable pour la réalisation des Objectifs de développement durable**. L'autonomisation des femmes et des filles face aux limitations qu'elles rencontrent dans le monde est essentielle. Tout comme celle des hommes et des garçons confrontés à de nouvelles pressions. L'égalité est un levier obligatoire pour le bien-être de toutes et tous, pour nos démocraties, pour la prospérité économique, pour la justice sociale et pour une paix durable.

Nous ne sommes pas devant un choix, mais face à la nécessité d'agir, et d'en faire davantage. Nos sociétés ont besoin de toute la diversité des compétences qui les composent.

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

Dear panelists,

Thirty years after the historic Beijing Declaration, women and girls continue to suffer discrimination. That is why we have a moral obligation and a political duty to step up our efforts.

To ensure the sustainability of this dynamic, Switzerland has adopted its **first National Strategy for Gender Equality**. It involves all levels of the State: Confederation, cantons and communes.

To **combat violence against women and girls**, we are working to implement the Istanbul Convention, once again bringing together all institutional levels as well as civil society. A national prevention campaign is underway on this theme.

Regarding our institutional mechanisms, I have personally committed to having a woman and a man jointly head our federal institution responsible for gender equality. Because yes, equality is a societal project that involves us all and benefits society as a whole. It is a strong symbol to affirm that men must be active allies, not only because they still occupy the majority of positions of power and decision-making today, but also because the fight against gender stereotypes directly benefits them.

It is not just a question of including men in the conversation, but of giving them a clear and active role in deconstructing inequalities and driving change.

This is why guaranteeing equal representation in our institutions is not just a symbolic gesture, but an essential lever for building fairer, more effective policies that are truly representative of the needs of society as a whole.

I would also like to mention the following measures:

- Every year, Switzerland **grants financial aid amounting to 7.5 million francs** to support concrete projects from civil society aimed at promoting gender equality.
- Switzerland has set itself the goal of reaching **40 percent women in the management** of semi-public companies by 2027.
- Finally, we are continuing our action in favor of the **right to equal pay for work of equal value**, in the conviction that this is a determining factor for the economic autonomy of women. Here we benefit from a mechanism based on an article of our Constitution, an ad hoc law, a Charter for Equal Pay for the public sector, as well as a proven tool for the analysis and control of salaries, Logib.

Gender equality is also a major pillar of our **foreign policy**. In 2024, the total share of financial resources committed by Switzerland to projects contributing to gender equality was **84 percent**. We have actively promoted the *Women, Peace and Security* agenda as part of our mandate on the Security

Council. This commitment is also reflected at the national level through the implementation of the Action Plan for Resolution 1325 of the UN Security Council.

Switzerland is convinced that gender equality is not only a goal to be achieved, but an **indispensable driver for the realization of the Sustainable Development Goals**. The empowerment of women and girls in the face of the limitations they encounter around the world is essential. As is the empowerment of men and boys facing new pressures. Equality is a necessary lever for the well-being of all, for our democracies, for economic prosperity, for social justice and for lasting peace.

We are not faced with a choice, but with the need to act, and to do more. Our societies need all the diversity of competencies of which they are composed.

Thank you for your attention.